



19 décembre 2011

Enseignement : La politique du capital

Il n'y a guère de doute que la politique de l'enseignement est d'une importance fondamentale. La formation initiale, comme la formation au cours de la vie sont des outils indispensables pour permettre à chacun de développer ses capacités dans une société de plus en plus technicisée et d'y exercer un emploi. Mais cela, c'est la théorie. En pratique, l'école, si elle assure une main-d'œuvre qualifiée pour les tâches exigées par une production dominée par les rapports sociaux capitalistes, constitue dans le même temps un puissant discriminateur social dans la reproduction des classes sociales. Si les luttes ont permis une démocratisation relative de l'enseignement, le constat que les inégalités sociales existent dans l'accès à la formation est tout aussi clair. Pour son profit, le patronat exige plus de l'école et de la formation. À son goût, elles ne sont pas encore suffisamment sélectives et tournées vers une formation répondant à ses besoins immédiats en matière d'emploi. Elle doit aussi selon lui, formater les esprits dans le sens d'une intégration plus poussée des futurs salariés à l'idée qu'il y a un ordre « naturel » dans lequel le capital domine la société. C'est pourquoi, le patronat est de plus en plus présent dans la formation générale et professionnelle. C'est là aussi, pour lui, une source de revenu par l'intermédiaire des financements étatiques. Depuis des décennies maintenant, l'enseignement est attaqué dans sa structure publique et nationale. Du financement public, ouvert à l'école privée confessionnelle, notamment pendant les années mitterrandiennes, jusqu'à la politique de suppression des postes affaiblissant l'école, tout concourt à fragiliser l'éducation nationale pour organiser un changement copernicien visant à liquider son caractère public et national. **L'objectif, ce n'est pas une école, mais des écoles** fonctionnant sur le modèle d'entreprises marchandes vendant de la formation et comme on le dit : « **des carnets d'adresses** ». Mises en concurrence, ces écoles auraient pour vocation de sélectionner les élèves et de les préparer aux besoins changeants et immédiats du capital. Nul doute que les « élites » en formation, celles issues des couches de la bourgeoisie et de leurs alliés de la petite bourgeoisie urbaine, trouveront là, si elles ne le font pas déjà, les moyens de se distinguer totalement de ceux qui seront voués aux tâches d'exécution. Certes, quelques jeunes issus des milieux populaires auront accès à cette élite, mais outre qu'ils serviront de faire valoir, ils devront aussi obligatoirement intégrer les dogmes de la classe dominante et s'en faire les vecteurs dans les couches populaires. C'est à ce modèle que travaille aujourd'hui le pouvoir. Il n'est pas seul sur ce terrain et la visite du candidat socialiste au salon de l'éducation a été révélatrice des orientations

qu'il entend mettre en œuvre. D'abord Hollande avance avec prudence, il n'a pas oublié combien le « dégraissage du mammoth » cher au Ministre de l'éducation du gouvernement Jospin avait coûté au PS lors de l'élection présidentielle de 2002. Il tente de se rallier les enseignants en affirmant créer 60.000 postes pour compenser les suppressions du quinquennat actuel. Cependant, il se garde bien de parler financements étant donné qu'il a affirmé que sa politique devait, plus que celle de Sarkozy permettre le remboursement de la dette publique. Par contre, il assortit sa « promesse » d'une volonté de réformer en profondeur le métier d'enseignant. Là, il reste particulièrement circonspect sur le contenu de cette réforme, laissant seulement filtrer que les changements en cours dans la société imposent une nouvelle vision des métiers et de leurs exercices. C'est en général sous ce prétexte que les réformes s'organisent pour donner satisfaction au patronat.

www.sitecommunistes.org